



# PRÉFET DE LA MOSELLE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Secrétariat général

Direction de la coordination  
et de l'appui territorial

ARRÊTÉ DCAT/BEPE/N° 2025- 241  
du - 4 JUIL. 2025

**mettant en demeure la société société EST IMPRIMERIE de respecter des prescriptions  
d'exploitation pour ses installations situées sur la commune de Moulins les Metz (57160) -  
ZAC de Tournebride**

Le Préfet de la Moselle  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, notamment son article L.171-8 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 16 janvier 2023 portant nomination de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

**Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;

**Vu** l'arrêté DCL n°2025-A-45 du 19 mai 2025 portant délégation de signature de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°90-AG/2-272 du 7 juin 1990 modifié autorisant la société Est Imprimerie à exploiter une imprimerie à Moulins-lès-Metz ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2020-DCAT-BEPE-16 du 23 janvier 2020 autorisant la société Est Imprimerie à poursuivre l'exploitation de ses installations à Moulins-lès-Metz ;

**Vu** le rapport du 13 juin 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à sa visite du 28 avril 2025 dans les installations de la société Est Imprimerie ;

**Vu** l'absence d'observation de l'exploitant sur le rapport susvisé, dans le délai imparti ;

**Considérant** que l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2020 susvisé dispose que la vitesse minimale d'éjection des gaz est d'au moins 8 m/s ;

**Considérant** que le rapport n°134474994-001-1 des mesures des rejets atmosphériques présenté par la société Est Imprimerie indique une vitesse d'éjection moyenne en aval de l'incinérateur (dans sa section de mesure) de 3,2 m/s ;

**Considérant** que l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2020 susvisé prescrit la surveillance du paramètre « poussières » ;

**Considérant** que le rapport n°134474994-001-1 des mesures des rejets atmosphériques présenté par l'exploitant n'indique pas la surveillance du paramètre « poussières » ;

**Considérant** que l'article 6 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2020 susvisé prescrit :

« L'exploitant établit annuellement un plan de gestion de solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation ainsi que la quantité d'émissions diffuses. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».

**Considérant** que l'exploitant n'a pas été établi de plan de gestion des solvants (PGS) pour l'année 2024 ;

**Considérant** en conséquence que certaines dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2020 susvisé ne sont pas respectées ;

**Considérant** que ces manquements sont de nature à engendrer des risques pour les intérêts protégés visés à l'article L.511.1 du code de l'environnement, dont des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage ;

**Considérant** les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement selon lesquelles « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle,

## ARRÊTE

### Article 1 : objet

La société Est Imprimerie, dont le siège social est situé ZAC de Tournebride sur la commune de Moulins les Metz, est mise en demeure de respecter dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, pour l'exploitation de son installation située à la même adresse, les prescriptions de l'article 6 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2020 susvisé relatives :

- à la vitesse d'éjection des rejets atmosphériques ;
- à la surveillance du paramètre « poussières » ;
- à l'établissement d'un plan de gestion des solvants pour l'année 2024.

### Article 2 : sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### Article 3 : délais et voies de recours

« En vertu de l'article L 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée».

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr>

### Article 4 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Est Imprimerie, dont une copie est transmise, pour information, au maire de Moulins les Metz.

Metz, le

- 4 JUL. 2025

Pour le préfet,  
le secrétaire général,

Richard Smith